

de participer à ce débat. Je commencerai par dire sans la moindre hésitation ni la moindre équivoque que le Canada est plongé dans le marasme. La page 20 du *Citizen* d'aujourd'hui porte l'entête: Des chômeurs brûlent Trudeau en effigie. C'est le message que la population canadienne essaie de transmettre au premier ministre (M. Trudeau).

Je tiens à féliciter le député de Rimouski (M. Allard) d'avoir présenté cette motion, qui a beaucoup de bon sens en dépit de ce qu'a dit le secrétaire parlementaire de Scarborough-Ouest. J'aimerais en résumer les quatre paragraphes. Elle dit premièrement, «que cette Chambre déplore», etc., puis «que les crédits engagés par le gouvernement au titre des programmes Canada au Travail ne sont pas suffisants», troisièmement, «qu'aucune mesure sérieuse n'a été prise pour diminuer les taux d'intérêt», et en dernier lieu, «que... les méthodes économiques utilisés ne convenaient plus aujourd'hui».

Le député de Scarborough-Ouest (M. Martin) doit être en quête d'avancement parce qu'il dit que nous consacrons trop de temps à l'économie. Monsieur l'Orateur, c'est précisément le grand point d'interrogation à l'heure actuelle: une économie saine et rentable que les politiques du gouvernement ont sabotée. Voilà de quoi il est question ici. Tant que le gouvernement ne changera pas de direction, nous nous leverons tous les jours pour le lui rappeler.

Le ministre du Travail (M. Munro), qui est assis en face, est partie à l'accord par lequel le président du conseil privé (M. MacEachen) a presque sacrifié l'industrie de l'acier. Comprenez-moi bien, monsieur l'Orateur. Il ne s'agit pas de consacrer une quantité de temps démesurée à quoi que ce soit, mais c'est un sujet très important qui touche des millions de Canadiens dans leur vie de tous les jours.

Le secrétaire parlementaire a dit que les nouvelles étaient meilleures. C'est une réponse typique d'un secrétaire parlementaire qui cherche de l'avancement. Mais il n'a pas ajouté que l'industrie manufacturière connaît de légers problèmes. L'industrie manufacturière accuse un déficit d'environ 10 milliards, presque 11 milliards de dollars, ce qui touche 200,000 travailleurs. Je sais que le secrétaire parlementaire ne voudrait pas délibérément induire la Chambre en erreur, et je ne le prétendrais pas, mais après avoir dit que l'industrie manufacturière allait mal, il a oublié d'ajouter, comme le dit la motion, que l'industrie du textile va mal, que l'industrie de la chaussure va mal, que l'industrie du vêtement va mal et que l'industrie du meuble va mal. Et ce n'est pas tout, monsieur l'Orateur. L'industrie minière, la construction, la pêche, l'industrie forestière et le tourisme sont aussi en difficulté.

Et le secrétaire parlementaire a le culot de nous parler de la Société pour l'expansion des exportations, à qui on reproche justement d'injecter des capitaux au Venezuela et aux États-Unis, pour saper notre industrie sidérurgique.

**M. Munro (Hamilton-Est):** Des histoires à dormir debout.

**M. Alexander:** Je répondrais bien au ministre du Travail, mais mon temps est limité. Il paraît que le premier ministre (M. Trudeau) s'inquiète de la situation actuelle. Tel un Messie, il va se pencher sur les problèmes et trouver des solutions. Dans son numéro d'aujourd'hui, le *Journal* titrait: «Trudeau: Regardons plus loin, la solution économique est en vue». Après deux ou trois jours d'entretiens avec quelques premiers ministres provinciaux, dont le premier ministre

### *L'économie canadienne*

Regan que l'article prend aussi à partie, le premier ministre découvre tout à coup qu'une solution est en vue à nos problèmes économiques. L'article ajoute que nous allons avoir une conférence des premiers ministres dans le courant de février.

Le 12 juillet dernier, monsieur l'Orateur, j'ai jugé tellement nécessaire de convoquer une conférence des premiers ministres que j'ai voulu le faire savoir au premier ministre. Je vais lire la première motion inscrite au *Feuilleton* de cette journée-là. Elle se trouve en page 7567 du *hansard*. Voici ce que je disais:

Monsieur l'Orateur, je prends la parole aux termes de l'article 43 du Règlement au sujet d'une affaire urgente qui a trait aux chiffres inacceptables, inquiétants et scandaleux parus aujourd'hui sur le chômage. Le Canada connaît actuellement un taux de chômage réel de 11.5 p. 100, y compris les chômeurs non inscrits, ce qui équivaut autrement dit à plus de 1.3 million de Canadiens sans travail, et il en coûte au pays 17 millions de dollars par jour en PNB perdu et 6 millions par jour en assurance-chômage. Je propose, appuyé par le député de York-Simcoe (M. Stevens):

● (2132)

Que le premier ministre prenne immédiatement des dispositions pour convoquer une conférence des premiers ministres où seraient discutés les graves problèmes du chômage et de la croissance réelle, qui est insatisfaisante, dans le but de modifier l'image d'une république de troisième ordre qui est actuellement celle de notre pays.

**M. Breau:** Qu'est-il advenu de cette motion?

**M. Alexander:** Un député d'en face me demande ce qu'il est advenu de cette motion. Les libéraux l'ont rejetée. Ils ont dit qu'ils ne voulaient pas d'une conférence des premiers ministres. Je trouve inadmissible d'être interrompu par les remarques d'un député de l'arrière-ban.

J'aimerais en revenir aux propos du premier ministre. Il a dit que le gouvernement fédéral assume ses responsabilités de même que les provinces. Il a également signalé à ce moment-là qu'une rencontre entre les deux niveaux de gouvernement n'aurait pour seul effet que celui de me satisfaire.

Déjà en juillet dernier, les députés de notre parti conseillaient au premier ministre d'organiser son machin-truc.

**M. Munro (Hamilton-Est):** Oh, oh!

**M. Alexander:** Voilà maintenant le ministre du Travail qui s'en mêle.

**M. Munro (Hamilton-Est):** Et la paix industrielle?

**M. Alexander:** La paix industrielle est une chose dont le pays a besoin, qu'il désire et qu'il devrait avoir. Le ministre du Travail devrait s'y mettre et proposer des solutions intelligentes aux problèmes qui assaillent l'industrie et les travailleurs. S'il le faisait, le problème des Japonais ne se poserait peut-être même pas. Peu importe ce que dit le ministre quant au nombre de jours perdus en raison des grèves, il n'en demeure pas moins qu'il n'y a aucune confiance, dans le pays. Le ministre du Travail devrait prendre un Lear ou utiliser n'importe quel autre mode de transport pour se rendre au Japon et leur parler, comme il le fait aux Canadiens, des journées perdues en raison des grèves.

Quand je songe aux problèmes qui assaillent le Canada depuis neuf ou dix ans, je me demande pourquoi tant de Canadiens veulent garder le gouvernement actuel au pouvoir. Car il a détruit notre pays, toutes nos initiatives, et notre image est plus terne qu'elle ne l'a jamais été. Les agriculteurs se sentent isolés, tout comme les personnes du troisième âge et la jeunesse. Les travailleurs en ont assez du ministre du Travail, car il a été moins qu'honnête avec eux dans l'application des contrôles des prix et des salaires. L'industrie a été